



Lendemain électoraux : gueule de bois ou opportunité pour changer ?

Première constatation penchant plutôt vers la première alternative : **record battu pour l'abstention** aux législatives : 52,49 % ; 1,2 point de plus qu'en 2017. La crise de notre démocratie s'amplifie, rendant de plus en plus difficile la gouvernance de notre pays.

Les 3 blocs ? Ils se stabilisent incontestablement, surtout si l'on agrège les voix des deux mouvances de l'extrême droite, et même si la performance de ce bloc est bornée par un mode de scrutin qui lui est très défavorable.

Les résultats rigoureusement égaux du bloc de gauche et de la majorité présidentielle, dans un contexte de forte abstention, posent un problème nouveau à nos institutions : quels que soient les résultats finaux en nombre de sièges, **aucun des deux blocs n'aura une légitimité suffisante pour appliquer seul l'ensemble de son programme.**

Les invectives, combats de coq et tissus de contre-vérités dont nous ont abreuvé les chaînes de télévision le soir des résultats tiennent du surréalisme et ne nous préparent en rien à affronter la réalité.

La réalité, et c'est une bonne nouvelle pour la démocratie, est qu'on ne pourra plus gouverner « comme avant », que **l'urgence absolue est la recherche de convergences transpartisanes** autour de quelques priorités fortes approuvées majoritairement par le corps social. L'heure du compromis a sonné, l'heure pour chaque personne élue, pour chaque parti, chaque organisation, chaque citoyenne et chaque citoyen (à commencer par nous, militants du Pacte civique) de sortir de sa zone de confort, de revisiter certains dogmes qui lui permettaient d'affronter la complexité de notre monde sans trop de révisions déchirantes.

Quelques points cruciaux méritent d'être soulignés.

- ✚ Un **changement radical du rapport au pouvoir politique**, de la manière de gouverner, la rénovation de nos institutions, le développement de l'initiative citoyenne ne sont plus une option mais une impérieuse nécessité pour notre démocratie.
- ✚ La bifurcation écologique ne se fera pas sans **remise en question de notre mode de vie**. Elle ne réussira pas sans que l'ensemble de notre société - et en particulier les plus riches - adopte des comportements sobres (ce qui ne veut pas dire *austères*).
- ✚ Les besoins budgétaires et financiers pour mener à bien la nécessaire bifurcation écologique et sociale sont considérables. **On n'y répondra pas en continuant à baisser les impôts**, en particulier sur les revenus des classes riches ou aisées (pas seulement les « 1 % ») et sur les profits des entreprises.

- ✚ **L'éradication de la pauvreté** monétaire mais aussi relationnelle, sociale et culturelle demeure une absolue priorité en matière sociale.
- ✚ La situation économique européenne et mondiale impose **des limites au déficit budgétaire** d'un pays. Faire l'impasse sur cette réalité actuelle, c'est prendre d'énormes risques.
- ✚ La proposition de généraliser une **baisse de l'âge de départ en retraite** dans le contexte démographique actuel relève de l'inconséquence, ou de l'acceptation cachée de sacrifier les jeunes générations.
- ✚ **L'Union européenne** n'est ni une vassale de la France qu'on pourrait forcer à financer le programme économique de notre pays, ni une institution figée incapable d'évoluer. C'est un chantier collectif auquel la France doit prendre toute sa part.

Alors, ces lendemains électoraux ? Oui, sans doute **une opportunité à saisir** en souhaitant ardemment un renouvellement profond de l'exercice de la démocratie dans notre pays !